



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 19/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CEJON THEOLIA France**

Europarc de Pichaury - Bât. B9 - 1330, avenue JRGG de la Lauzière  
BP 80199  
Cedex 3  
13290 Aix-En-Provence

Références : -

Code AIOT : 0006605608

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement CEJON THEOLIA France implanté Lieu-dit le Plo de Cambre 34650 Joncels. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEJON THEOLIA France
- Lieu-dit le Plo de Cambre 34650 Joncels
- Code AIOT : 0006605608
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le parc comprend 7 éoliennes de 950 kW chacune. Il a été mis en service le 1er juin 2019. Les éoliennes sont des ENERCON E44 de 51,90 mètres de hauteur (soumises à autorisation). La société EDF a racheté la société CEJON en 2021, et est désormais responsable de l'exploitation du parc éolien.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	1 mois
4	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Mise en demeure, déchets	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
7	Risques	AP Complémentaire du 14/05/2018, article 2.1-1	Sans objet
8	Risques	AP Complémentaire du 14/05/2018, article 2.1-5	Sans objet
9	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
11	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion de l'exploitation est globalement conforme à la réglementation à l'exception de la gestion des déchets qui est toujours réalisée par le maintenancier en dehors de tout cadre réglementaire. Un premier arrêté préfectoral (AP) a été émis en 2023 mettant en demeure de respecter la réglementation sur les déchets par l'exploitant.

L'AP de mise en demeure a été levé en constatant la présence d'une "EolBox" sur site, qui permet le stockage temporaire des déchets sur site. Mais, malgré son installation depuis 1 an et demi, ce conteneur était toujours vide au moment de la visite et aucun bordereau de suivi des déchets (BSD) n'avait été émis par l'exploitant depuis 1 an et demi, malgré les nombreuses interventions et maintenances sur les éoliennes générant des déchets.

Il y a donc un contournement manifeste de la réglementation de gestion des déchets par le maintenancier (ENERCON) qui persiste dans sa gestion irrégulière des déchets de maintenance :

- par regroupement sur son site non déclaré ou autorisé au titre de la rubrique 2718 - déchets ;
- sans aucune contrôle ni traçabilité, alors que la plupart sont classés comme dangereux.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité avec la réglementation déchets et d'engager des sanctions administratives à l'expiration d'un délai de 1 an en cas de persistance de cette non-conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Brides de fixation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection de 2024, il avait été constaté que les contrôles des brides de fixation avaient lieu tous les 4 ans. Il avait ainsi été demandé de respecter la fréquence de contrôle demandée par la réglementation.</p> <p>L'exploitant indique que le contrôle des brides de fixation est désormais réalisé tous les ans lors des "Master Maintenance" (ou appelée aussi maintenance principale) et également inclus durant la maintenance quadriennale. Un tableau des points de contrôles est communiqué récapitulant les fréquences et points de contrôles.</p> <p>Les dernières maintenances ont eu lieu en mai 2025, mais seuls 3 rapports sur les 7 éoliennes ont été transmis à l'inspection. Dans les rapports de Master Maintenance, les points de contrôle 135, 139, 144, 145, 146 du rapport indiquent que les brides ont bien été contrôlées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Communiquer les rapports de maintenances de mai 2025 pour les éoliennes E02, E03, E04, E07.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des pales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il avait été constaté en 2024 que des contrôles visuels des pâles avaient lieu régulièrement, mais sans formalisme ni rapport de contrôle. Il avait été demandé à l'exploitant de justifier l'évolution de la méthodologie de contrôle sur ce point.</p> <p>L'exploitant indique que désormais les pâles sont contrôlées tous les 6 mois lors de la "Master Maintenance" et lors de la "Grease Maintenance". Il s'agit des points 96 et 146 / 147 / 148 du protocole de maintenance principale.</p> <p>Pour les éoliennes E02, E03, E04, E07, les derniers contrôles visuels des pales ont eu lieu en décembre 2024 (point de contrôle 13) et ne signalent pas de défaut.</p> <p>Pour les éoliennes E01, E05 et E06, les derniers contrôles visuels ont eu lieu lors de la Master maintenance datée de mai/juin 2025 et ne signalent pas de défaut.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Communiquer les rapports de maintenances de mai 2025 pour les éoliennes E02, E03, E04, E07.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, N° OREOL
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le nom des éoliennes ne correspond pas aux noms enregistrés sur OREOL.</p>

Il a été vérifié que les panneaux présentant les pictogrammes sont bien présents sur site à l'entrée de chaque accès aux éoliennes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de mettre en cohérence les noms des éoliennes renseignés sur OREOL avec les noms inscrits sur les mâts.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b>  Il a été vérifié lors de la visite d'inspection que le conteneur à déchets (mini-EolBox) était toujours bien en place. La société exploitante du parc éolien est correctement enregistrée sur TrackDéchets, mais aucun BSD n'a été émis depuis la mise en place de l'EolBox.  Il a été constaté sur site que l'EolBox est vide alors qu'elle a été mise en place depuis 1 an et demi. Il apparaît donc que le maintenancier continue de récupérer les déchets de maintenance pour les stocker sur ses sites de maintenance, allant à l'encontre de la réglementation sur les déchets. Un AP de mise en demeure est proposé à la signature du préfet et sera suivi de sanctions administratives (amende ou astreinte) en cas de persistance de la non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

#### N° 5 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Formations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et

procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni les attestations de formation sur l'honneur des techniciens ENERCON, avec l'ensemble des formations suivies, dont celles sur les risques liés aux éoliennes.</p> <p>L'exploitant a fourni les attestations de formation des personnels des sous-traitants (gestion du système de détection de l'avifaune - SDA).</p> <p>Par contre, l'exploitant n'a fourni que les habilitations électriques de son personnel, mais pas des formations aux risques éventuellement suivies.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Fournir les attestations de formations du personnel EDF portant sur les risques accidentels.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Manuel d'entretien + registre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le manuel d'entretien a été communiqué à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le registre a été mis en place en octobre 2023. Il détaille les ordres de service et les contrôles effectués. Le suivi des opérations sur site peut ainsi être réalisé par l'exploitant.</p> <p>Un outil interne dénommé BluePoint est utilisé pour le suivi des parcs. Il permet de suivre les dates et les interventions et les accidents/incidents. Toutefois, pour l'instant, il n'y a pas de synchronisation entre les outils d'ENERCON de suivi des maintenances et les outils de suivi internes. L'outil de suivi d'ENERCON permet d'avoir l'historique des interventions et des mesures correctives mises en œuvre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/05/2018, article 2.1-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SDA
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les éoliennes sont équipées d'un système efficace de détection d'oiseau, couvrant l'ensemble des abords du mât et des pales des éoliennes sur 360° (vision artificielle ou autre technique disponible). Ce système est asservi à des fonctions d'effarouchement sonore et de mise à l'arrêt. L'exploitant justifie avant la mise en place de l'équipement que le dispositif couvre l'ensemble des abords du mât et des pales des éoliennes sur 360°. L'exploitant s'assure par des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des dispositifs de détection et d'asservissement. Tout dysfonctionnement de ces dispositifs conduit à l'arrêt des éoliennes concernées. Le fonctionnement de ce dispositif, les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt des éoliennes ainsi que les modalités de maintenance sont précisées dans une consigne écrite tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le SDA (marque DTBird) a été installé dès la mise en service du parc, aucune collision ni mortalité n'ont été signalées entre 2024 et 2025.  En cas de suspicion de collision, le SDA envoie un mail à l'exploitant qui mandate un bureau d'étude pour aller vérifier la présence d'un cadavre d'oiseau ou de chiroptère sur site.  À noter un problème de fonctionnement sur le SDA (DT-Bird) non signalé à l'inspection des installations classées : l'exploitant a perdu la communication avec l'ensemble du SDA le 24 avril 2025. En conséquence, l'ensemble du parc a été arrêté durant 1 journée jusqu'à récupération de la communication avec le SDA.  L'exploitant a fourni l'enregistrement de la supervision logicielle (log du SCADA) pour les arrêts provoqués par le SDA ainsi qu'un graphique de corrélation entre les arrêts théoriques et les arrêts réellement effectués par les éoliennes. Les dysfonctionnements apparents sont très faibles et indiquent un fonctionnement correct de l'ensemble du dispositif.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/05/2018, article 2.1-5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi spécifique aigle royal
<b>Prescription contrôlée :</b>  Outre les suivis prévus par les articles 2.1.3 et 2.1.4 du présent arrêté, un suivi spécifique des aigles royaux présents dans le secteur est assuré par l'exploitant. Ce suivi est réalisé, conformément aux protocoles nationaux établis et validés par les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels lorsqu'ils existent. Ce protocole est soumis à la DREAL pour validation. Les suivis spécifiques à l'Aigle Royal sont mis en place dès la notification du présent arrêté,



pendant les cinq premières années de fonctionnement de l'installation. Ils doivent couvrir un cycle biologique annuel, suivant une fréquence adaptée. Ils pourront s'appuyer sur l'équipement par balise télémétrique de l'aigle royal du plateau de l'Escandorgues porté par le CRBPO et le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris "Étude de la dynamique de population et la sélection de l'habitat chez l'aigle royal dans le massif central ». Un bilan annuel du suivi spécifique des aigles royaux est transmis à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

La prescription de l'arrêté vise à réaliser un suivi lors des 5 premières années de fonctionnement : la mise en service industrielle a eu lieu en juin 2019 amène donc à un dernier suivi réalisé en 2023.

Le suivi 2023 daté de juin 2024 réalisé dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire pour le parc éolien de Plo de Cambre a été transmis à l'inspection.

Il conclut que : « Le suivi 2023 de l'Aigle royal a montré que, suite à la mort du mâle du couple en début d'année, un nouveau mâle s'est installé dans le secteur avec la femelle. Ce dernier est arrivé rapidement dès janvier, et le nouveau couple a tenté de se reproduire au niveau du nid situé sur la falaise à l'est du Plo de Cambre (utilisé en 2021). Après quelques semaines de couvaisons, la nidification a malheureusement échoué. Ainsi, il ne semble pas que la présence des parcs éoliens dans le secteur ait été un frein à l'arrivée du nouveau mâle dans le secteur, ni dans la nidification.

Les analyses thématiques des déplacements des individus en fonction de différents paramètres semblent apporter plusieurs indications. Les trajets empruntés vont dépendre de la direction et de la force du vent, qui vont faire varier la localisation des zones de prises d'ascendances, ainsi que la facilité à se déplacer sur de grandes distances. Plus le vent est fort, plus l'oiseau parcourra de grandes distances en peu de temps. Ces paramètres de vent sont également liés à la hauteur de vol de l'oiseau, qui aura plus ou moins de facilité à prendre de l'altitude. Elle sera également différente selon les objectifs de l'aigle (chasse, transit, etc.).

Le prochain suivi de mortalité réglementaire aura lieu en 2029, avec sans doute un suivi comportemental de l'Aigle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Dispositions constructives**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Voie d'accès

**Prescription contrôlée :**

Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

**Constats :**

Il a été constaté que les voies d'accès aux parcs et aux éoliennes sont entretenues et carrossables. Les plateformes autour des mâts sont aussi correctement entretenues.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
--

Thème(s) : Risques chroniques, Accès éoliennes
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
--

<b>Constats :</b>
-------------------

Il a été constaté que l'accès à l'éolienne E02 était correctement fermé à clé. Il n'a par contre pas été possible d'accéder à l'intérieur du poste de livraison (fermé par une clé électromagnétique).
--

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

N° 11 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
--

Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
--

<b>Constats :</b>
-------------------

Il a été constaté la présence d'un extincteur en bas de l'éolienne E02. Il a été contrôlé en avril 2025.
--

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

N° 12 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
--

Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
--

<b>Constats :</b>
-------------------

Il a été constaté que l'intérieur de l'éolienne E02 était propre et ne contenait pas de matériaux inflammables ou combustibles.

**Type de suites proposées :** Sans suite